

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 99 — 2892

[C — 99/27663]

**10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à la subvention spéciale aux communes pour la mise en œuvre d'un plan social intégré**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1998;

Vu le décret du 16 décembre 1998 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le visa de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence nécessitée par l'ordonnement de la première tranche de la subvention à laquelle les communes peuvent prétendre;

Considérant le budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1998 notamment l'allocation de base inscrite à l'article 43.09.02 de la division organique 14, du Titre I;

Considérant le budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1999 notamment l'allocation de base inscrite à l'article 43.09.02 de la division organique 14, du Titre I;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 26 novembre 1998 fixant les modalités de répartition du crédit inscrit à l'allocation de base 43.09.02 de la Section 14 du Titre I du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1998 et 1999; ainsi que la décision du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 accordant une subvention aux villes moyennes pour développer un plan social intégré dans le cadre de leur contrat de sécurité et de société 1999;

Considérant que depuis 1992, le Gouvernement wallon concrétise sa volonté de lutte contre toutes les formes d'exclusions sociales en venant en aide aux villes et communes désireuses de mener une action visant à favoriser l'intégration sociale de leurs citoyens;

Considérant que dans sa déclaration de politique régionale de juin 1995, le Gouvernement wallon s'est engagé à poursuivre et dynamiser les actions de lutte contre l'exclusion sociale initiées depuis 1992 et favoriser l'élaboration par commune de plans assurant une coordination intégrée des différents services et renforçant la cohérence des actions menées sur le terrain par les différents acteurs publics et privés;

Considérant qu'afin de renforcer et d'encourager ces multiples actions, il était indispensable de les inscrire dans le long terme et que dès lors, le Gouvernement wallon, en sa séance du 27 juin 1997 a marqué son accord sur la proposition de passer des actions de lutte contre l'exclusion sociale aux plans sociaux intégrés et qu'il a confirmé, en date du 24 novembre 1997, sa volonté de soutenir les communes adhérant à ce programme pour une période de trois ans;

Considérant que la lutte contre l'exclusion sociale nécessite des réponses multidimensionnelles comme l'a confirmé dans sa Déclaration de politique régionale complémentaire, le Gouvernement wallon par sa volonté d'action transversale;

Considérant que les plans sociaux intégrés visent à assurer l'articulation et l'efficacité des initiatives d'intégration sociale développées au plan local;

Considérant que 105 villes et communes se sont inscrites dans ce dispositif et développent chacune un plan social intégré;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans la limite des crédits inscrits à l'article 43.09 du programme de la division organique 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour les années budgétaires 1998 et 1999 et suivantes, le Ministre des Affaires intérieures peut octroyer une subvention, aux villes et communes en vue de la réalisation de plans sociaux intégrés.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par "plan social intégré", le programme qui assure l'articulation, l'accompagnement, la coordination et l'évaluation des initiatives développées au plan local pour lutter contre les processus de précarisation, de pauvreté et d'exclusion et qui met en oeuvre des projets répondant aux besoins spécifiques non encore rencontrés par ailleurs.

Les initiatives et projets visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> concernent :

- 1° l'insertion professionnelle, sociale et culturelle des jeunes;
- 2° la cohabitation et l'intégration harmonieuses des communautés locales;
- 3° la prévention de la toxicomanie, le traitement des assuétudes;
- 4° la prévention de la délinquance et de la petite criminalité ainsi que l'accompagnement favorisant la réinsertion des délinquants;
- 5° l'assistance aux victimes d'actes de délinquance.

**Art. 3.** Une commission d'accompagnement locale, ci-après dénommée commission PSI, est créée à l'initiative de la commune, sur la base d'un partenariat organisé par une convention.

La commission PSI se compose :

- 1° d'un président, membre du collège des bourgmestre et échevins, assisté d'un vice-président, membre du bureau permanent du CPAS et désigné par celui-ci;
- 2° d'un chef de projet désigné par le conseil communal;
- 3° du responsable de la coordination sociale du CPAS;
- 4° des organismes, structures ou personnes publics ou privés dont les activités sont en rapport avec le projet proposé par la commune;
- 5° d'un délégué de la Direction interdépartementale de l'Intégration sociale, ci-après dénommée la DIIS, qui peut inviter la commission à entendre toute personne qu'elle juge utile.

**Art. 4.** La commission PSI propose, coordonne et évalue le plan social intégré dans le respect des finalités définies à l'article 2.

Elle examine à chaque réunion l'état d'avancement du projet et les dépenses effectuées. Elle assure une bonne circulation des informations concernant les projets et actions développés par ses membres. Elle veille à l'articulation des initiatives locales.

Elle propose, chaque année, au conseil communal une redéfinition éventuelle du plan social intégré et la répartition du budget y affecté. Elle évalue le projet réalisé et adopte le rapport financier.

Elle associe le public-cible à la conception, la réalisation et l'évaluation des actions menées.

**Art. 5.** La commune participe au cofinancement du projet à concurrence de 30 % (trente pour cent) du montant de la subvention octroyée par la Région, dans le respect de l'article 8.

**Art. 6.** Chaque année, la commission PSI soumet au conseil communal le document d'identification du projet, en ce compris le plan financier global ainsi que le rapport d'évaluation annuel et le rapport financier.

Le rapport d'évaluation annuel et le document d'identification du projet sont approuvés par le conseil communal avant le 31 octobre de l'année en cours, le rapport financier avant le 31 janvier de l'année qui suit.

Le rapport financier précise les interventions financières obtenues ou sollicitées auprès d'autres pouvoirs publics et couvrant des dépenses admissibles visées à l'article 8.

**Art. 7.** La DIIS assure la coordination, l'accompagnement et l'évaluation des plans sociaux intégrés en concertation avec la Direction générale des Pouvoirs locaux, ci-après dénommée DGPL, qui assure leur suivi administratif et financier.

**Art. 8.** Les dépenses admissibles au titre de la subvention sont constituées par les frais directement liés aux actions en cours dans les communes durant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année en cours.

Les frais d'investissement et d'infrastructures pris en compte doivent concerner des travaux de restauration et d'aménagement des locaux affectés totalement ou partiellement au plan social intégré.

La subvention est définitivement acquise à la commune après approbation par le Ministre des Affaires intérieures des comptes définitifs arrêtés.

**Art. 9.** Cinquante pour cent du montant de la subvention sont versés à la commune à la signature de l'arrêté ministériel octroyant la subvention.

Le solde de la subvention est ordonnancé au profit de la commune sur déclaration de créance accompagnée de la totalité des pièces justificatives des dépenses admissibles telles que définies à l'article 8, ainsi que du rapport financier. Toute dépense doit être justifiée par facture ou document établi et certifié conforme par le receveur communal.

La commune met à la disposition de la Région ou de toute personne mandatée par elle, ainsi que de la Cour des Comptes, les documents généraux et comptables nécessaires au contrôle de l'exécution de la subvention.

La partie non justifiée de la subvention, telle qu'elle apparaît dans les comptes arrêtés conformément aux dispositions du présent article, est remboursée à la Région sans délai.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**Art. 11.** Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON  
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2892

[C — 99/27663]

#### **10. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Sonderzuschuss, der den Gemeinden für die Verwirklichung eines sozialen Gesamtplans gewährt wird**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 17. Dezember 1997, das den allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1998 beinhaltet;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1998, das den allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1999 beinhaltet;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Sichtvermerks des Finanzinspektors;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit gerechtfertigt wird, die Zahlung des ersten Teilbetrags des Zuschusses, den die Gemeinden beanspruchen können, anzuordnen;

In Erwägung des Verwaltungshaushalts des Ministeriums der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1998, insbesondere der in Titel I, Organisationsbereich 14, Artikel 43.09.02 eingetragenen Basiszuwendung;

In Erwägung des Verwaltungshaushalts des Ministeriums der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1999, insbesondere der in Titel I, Organisationsbereich 14, Artikel 43.09.02 eingetragenen Basiszuwendung;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. November 1998 zur Festlegung der Modalitäten der in Titel I, Organisationsbereich 14, Artikel 43.09.02 des Verwaltungshaushalts des Ministeriums der Wallonischen Region für die Haushaltsjahre 1998 und 1999 eingetragenen Basiszuwendung; des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Gewährung eines Zuschusses an die mittleren Städte zur Ausarbeitung eines sozialen Gesamtplans im Rahmen der Sicherheits- und Gesellschaftsvereinbarung 1999;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung seit 1992 ihren Willen konkretisiert, alle Formen der sozialen Ausgrenzung zu bekämpfen, indem sie jene Städte und Gemeinden, die Maßnahmen ergreifen möchten, um die soziale Eingliederung ihrer Bürger zu fördern, unterstützt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in ihrer regionalpolitischen Erklärung vom Juni 1995 die Verpflichtung eingegangen ist, die seit 1992 ergriffenen Maßnahmen zur Bekämpfung der sozialen Ausgrenzung weiterzuführen und voranzutreiben sowie die Ausarbeitung durch die Gemeinden von Plänen zur Gewährleistung der Gesamtkoordination der verschiedenen Dienste und Verstärkung der Kohärenz der von den verschiedenen privaten und öffentlichen Einrichtungen an Ort und Stelle durchgeführten Maßnahmen zu fördern.

In der Erwägung, dass es zur Verstärkung und Förderung dieser zahlreichen Maßnahmen unerlässlich war, diese in eine langzeitliche Planung einzubinden, und dass die Wallonische Regierung folglich auf seiner Sitzung am 27. Juni 1997 ihr Einverständnis über meinen Vorschlag gegeben hat, von den Maßnahmen zur Bekämpfung der sozialen Ausgrenzung zu den sozialen Gesamtplänen überzugehen, und dass sie am 24. November 1997 ihre Absicht bestätigt hat, jene Gemeinden zu unterstützen, die sich diesem Programm für einen Zeitraum von drei Jahren angeschlossen haben;

In der Erwägung, dass die Bekämpfung der sozialen Ausgrenzung nach mehrdimensionalen Antworten verlangt, wie die Wallonische Regierung in ihrer regionalpolitischen Zusatzklärung durch ihren Willen gebietsübergreifender Maßnahmen bestätigt hat;

In der Erwägung, dass die Zielsetzung dieser sozialen Gesamtpläne in der Gewährleistung von gegliederten und wirkungsvollen Initiativen zur sozialen Eingliederung auf lokaler Ebene liegt;

In der Erwägung, dass sich 105 Städte und Gemeinden diesem Maßnahmenpaket angeschlossen haben und jeweils einen sozialen Gesamtplan ausgearbeitet haben;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Rahmen der in Artikel 43.09 des Programms des Organisationsbereichs 14 des Verwaltungshaushalts des Ministeriums der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1998, 1999 und folgende eingetragenen verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister der Inneren Angelegenheiten den Städten und Gemeinden zur Verwirklichung von sozialen Gesamtplänen einen Zuschuss gewähren.

**Art. 2** - Als «sozialer Gesamtplan» im Sinne des vorliegenden Erlasses gilt das Programm zur Gewährleistung der Gliederung, Begleitung, Koordinierung und Bewertung der auf lokaler Ebene entwickelten Initiativen zur Bekämpfung der voranschreitenden Unsicherheit, Verarmung und Ausgrenzung, das Projekte in die Wege leitet, die auf spezifische Bedürfnisse eingehen, auf die anderwärtig noch nicht eingegangen wird.

Die in Absatz 1 erwähnten Initiativen und Projekte betreffen:

- 1° die berufliche, soziale und kulturelle Eingliederung von Jugendlichen;
- 2° die harmonische Kohabitation und Eingliederung lokaler Gemeinschaften;
- 3° die Vorbeugung und Behandlung der Drogenabhängigkeit und anderer Suchtformen;
- 4° die Vorbeugung der Straffälligkeit und der Kleinkriminalität sowie die Begleitmaßnahmen zur Förderung der Wiedereingliederung von Delinquenten;
- 5° die Betreuung der Opfer von Verbrechen.

**Art. 3** - Ein lokaler Begleitausschuss nachstehend SGP-Ausschuss genannt, wird auf Initiative der Gemeinde eingerichtet, auf der Grundlage einer durch Vereinbarung organisierten Partnerschaft.

Der SGP-Ausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

- 1° ein Vorsitzender, Mitglied des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, unterstützt durch einen stellvertretenden Vorsitzenden, Mitglied des Vorstands des ÖSHZ und durch diesen bezeichnet;
- 2° ein durch den Gemeinderat bezeichneter Projektleiter;
- 3° der Verantwortliche der sozialen Koordinierung des ÖSHZ;
- 4° die Einrichtungen, Strukturen oder öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Personen, deren Aktivitäten im Zusammenhang mit dem Projektvorschlag der Gemeinde stehen;
- 5° ein Vertreter der interdepartementalen Direktion der sozialen Eingliederung, nachstehend IDSE genannt, der berechtigt ist, falls er dies für notwendig erachtet, den Ausschuss aufzufordern, jede Person anzuhören.

**Art. 4** - Im Rahmen der in Artikel 2 definierten Zielsetzungen schlägt der SGP-Ausschuss einen sozialen Gesamtplan vor, den er koordiniert und bewertet.

Er überprüft auf jeder Sitzung den Entwicklungsstand des Projekts sowie die getätigten Auslagen. Er gewährleistet die reibungslose Weitergabe von Informationen über die von den Mitgliedern in die Wege geleiteten Projekte und Maßnahmen. Er wacht des weiteren über die Gliederung der lokalen Initiativen.

Jedes Jahr unterbreitet er dem Gemeinderat einen Vorschlag zur eventuellen Neudefinierung des sozialen Gesamtplans und der Verteilung der bereitgestellten Haushaltsmittel. Er bewertet das durchgeführte Projekt und verabschiedet den Finanzbericht.

Er beteiligt das Zielpublikum an der Planung, der Durchführung und der Bewertung der Maßnahmen.

**Art. 5** - Die Gemeinde beteiligt sich an der Mitfinanzierung des Projekts in Höhe von 30 % (dreißig Prozent) des Betrags des von der Region gewährten Zuschusses unter Beachtung der in Artikel 8 angeführten Vorschriften.

**Art. 6** - Der SGP-Ausschuss legt dem Gemeinderat jedes Jahr das Dokument zur Identifizierung des Projekts bei, das den globalen Finanzplan, den jährlichen Bewertungsbericht und den Finanzbericht umfasst.

Der Gemeinderat genehmigt den jährlichen Bewertungsbericht und das Dokument zur Identifizierung des Projekts vor dem 31. Oktober des laufenden Jahres und den Finanzbericht vor dem 31. Januar des darauffolgenden Jahres.

In dem Finanzbericht werden die finanziellen Beteiligungen angeführt, die von anderen Behörden gewährt oder bei diesen beantragt wurden und die sich auf zulässige Ausgaben im Sinne von Artikel 8 beziehen.

**Art. 7** - Die IDSE gewährleistet die Koordination, die Betreuung und die Bewertung der sozialen Gesamtpläne in Absprache mit der Generaldirektion der lokalen Behörden, nachstehend GDLB genannt, die die verwaltungs- und finanztechnische Bearbeitung übernimmt.

**Art. 8** - Bei den im Rahmen des Zuschusses zulässigen Ausgaben handelt es sich um die Kosten, die in direktem Zusammenhang zu den zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember des laufenden Jahres in den Gemeinden durchgeführten Maßnahmen stehen.

Die berücksichtigten Kosten für Investitionen und Infrastrukturen müssen sich auf Restaurierungs- und Einrichtungsarbeiten der Räumlichkeiten beziehen, die vollständig oder teilweise für Maßnahmen im Rahmen des sozialen Gesamtplans bestimmt werden.

Der Zuschuss der Gemeinde ist endgültig erlangt, nachdem der Minister der inneren Angelegenheiten die endgültige Abrechnung genehmigt hat.

**Art. 9** - Fünfzig Prozent des Zuschusses werden bei der Unterzeichnung des Ministerialerlasses, durch den dieser gewährt wird, an die Gemeinde gezahlt.

Der Saldo des Zuschusses wird zugunsten der Gemeinde zur Zahlung angewiesen, nach Vorlage einer Forderungsanmeldung, der alle Belege für die zulässigen Ausgaben gemäß Artikel 8 gemeinsam mit dem Finanzbericht beigefügt werden.

Jede Ausgabe ist anhand einer Rechnung oder eines durch den Gemeindeeinnehmer ausgestellten und gleichlautend genehmigten Schriftstücks nachzuweisen.

Die Gemeinde stellt der Region oder jeder von ihr beauftragten Person sowie dem Rechnungshof die allgemeinen Unterlagen und die Rechnungsunterlagen bereit, die zur Überwachung der Verwendung des Zuschusses notwendig sind.

Der nicht gerechtfertigte Anteil des Zuschusses, der aus den gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Artikels abgeschlossenen Rechnungen ersichtlich wird, wird der Region unverzüglich rückerstattet.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 1999 wirksam.

**Art. 11** - Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

—————  
VERTALING

**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

N. 99 — 2892

[S - C - 99/27663]

**10 JUNI 1999**

**Besluit van de Waalse Regering waarbij een speciale subsidie aan de gemeenten wordt verleend voor de uitvoering van een geïntegreerd sociaal plan**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1998;

Gelet op het decreet van 16 december 1998 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het visum van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de eerste tranche van de subsidie waarop de gemeenten aanspraak kunnen maken, betaalbaar gesteld moet worden;

Gelet op de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1999, inzonderheid op de basisallocatie uitgetrokken op artikel 43.09.02 van de organisatieafdeling 14 van Titel I;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 26 november 1998 tot regeling, voor 1998 en 1999, van de verdeling van het krediet dat uitgetrokken is op de basisallocatie 43.09.02 van afdeling 14 van Titel I van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en op de beslissing van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot toekenning van een subsidie aan de middelgrote steden om een geïntegreerd sociaal plan uit te werken in het kader van hun veiligheids- en samenlevingscontract 1999;

Overwegende dat de Waalse Regering sinds 1992 haar wil tot bestrijding van sociale uitsluiting concretiseert door bijstand te verlenen aan de steden en gemeenten die een actie ter bevordering van de sociale integratie van hun burgers wensen te voeren;

Overwegende dat de Waalse Regering in haar gewestelijke beleidsverklaring van juni 1995 zich ertoe verbonden heeft de sinds 1992 gevoerde acties ter bestrijding van sociale uitsluiting voort te zetten en te dynamiseren en per gemeente de uitwerking van plannen te bevorderen waarbij de geïntegreerde coördinatie van de verschillende diensten wordt verzekerd en de op het terrein door de verschillende openbare en particuliere acteurs gevoerde acties coherenter worden;

Overwegende dat deze veelvoudige acties op lange termijn gezien moeten worden en dat de Waalse Regering tijdens haar zitting van 27 juni 1997 derhalve heeft ingestemd met mijn voorstel om over te schakelen van de acties ter bestrijding van sociale uitsluiting op geïntegreerde sociale plannen en dat ze op 24 november 1997 heeft bevestigd dat ze steun wil verlenen aan de gemeenten die zich voor drie jaar bij dit programma aansluiten;

Overwegende dat de bestrijding van sociale uitsluiting multidimensionale antwoorden behoeft, zoals de Waalse Regering het door haar wil tot transversale actie bevestigd heeft in haar aanvullende gewestelijke beleidsverklaring;

Overwegende dat de geïntegreerde sociale plannen de cohesie en de efficiëntie van de op plaatselijk niveau ontwikkelde initiatieven inzake sociale integratie beogen;

Overwegende dat 105 steden en gemeenten zich bij dit programma hebben aangesloten en dat ze elk een geïntegreerd sociaal plan uitwerken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op artikel 43.09 van het programma van de organisatieafdeling 14 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest voor de begrotingsjaren 1998 en 1999 en volgende kan de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden de steden en gemeenten een subsidie verlenen voor de uitwerking van geïntegreerde sociale plannen.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder "geïntegreerd sociaal plan", het programma voor de samenhang, de begeleiding, de coördinatie en de evaluatie van de op plaatselijk niveau ontwikkelde acties ter bestrijding van precariteit, armoede en uitsluiting en voor de uitvoering van projecten die inspelen op specifieke behoeften waarin nog niet is voorzien.

De in het eerste lid bedoelde initiatieven en projecten betreffen :

1° de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces en hun sociaal-culturele integratie;

2° de harmonische samenleving en integratie van de plaatselijke gemeenschappen;

3° de preventie van toxicomanie, de behandeling van drugsverslaafden;

4° de preventie van delinquentie en kleine criminaliteit, alsmede de begeleiding om de wederopname van delinquenten te bevorderen;

5° de bijstand aan slachtoffers van misdaden

**Art. 3.** Op initiatief van de gemeente wordt d.m.v. een bij overeenkomst georganiseerd partnerschap een plaatselijke begeleidingscommissie opgericht, hierna "PSI" genoemd.

De commissie "PSI" is samengesteld uit :

1° een voorzitter, lid van het College van burgemeester en schepenen, bijgestaan door een ondervoorzitter, lid van het permanent bureau van het OCMW en door dit laatste aangewezen;

2° een door de gemeenteraad aangewezen projectleider;

3° de verantwoordelijke voor de sociale coördinatie van het OCMW;

4° openbare of particuliere instellingen, structuren of personen waarvan de activiteiten verband houden met het door de gemeente overgelegde project;

5° een afgevaardigde van de Interdepartementale Directie Sociale Integratie, hierna "DIIS" genoemd, die de commissie kan verzoeken elke persoon te horen die ze nuttig acht.

**Art. 4.** Het geïntegreerd sociaal plan wordt door de commissie "PSI" overgelegd, gecoördineerd en geëvalueerd met inachtneming van de doelstellingen vermeld in artikel 2.

Op elke vergadering doet ze een onderzoek naar de stand van het project en de gemaakte uitgaven. Ze zorgt voor de vlotte verspreiding van gegevens over de door haar leden uitgewerkte projecten en acties. Ze zorgt voor de samenhang van de plaatselijke initiatieven.

Ze stelt de gemeenteraad jaarlijks voor het geïntegreerd sociaal plan eventueel te herdefiniëren en de desbetreffende begroting te herzien. Ze evalueert het uitgevoerde project en keurt het financiële verslag goed.

Ze betreft het doelpubliek bij het ontwerp, de verwezenlijking en de evaluatie van de acties.

**Art. 5.** De gemeente cofinanciert het project voor 30 % (dertig procent) van het bedrag van de door het Gewest verleende subsidie, met inachtneming van artikel 8.

**Art. 6.** De commissie "PSI" legt de gemeenteraad jaarlijks het document tot identificatie van het project voor, met inbegrip van het globale financiële plan, het jaarlijkse evaluatieplan en het financiële verslag.

Het jaarlijkse evaluatieplan en het document tot identificatie van het project worden vóór 31 oktober van het lopende jaar door de gemeenteraad goedgekeurd; het financiële verslag wordt vóór 31 januari van het volgende jaar goedgekeurd.

Het financiële verslag vermeldt de bij andere openbare overheden verkregen of aangevraagde tegemoetkomingen die de in artikel 8 bedoelde toelaatbare uitgaven dekken.

**Art. 7.** De "DIIS" zorgt voor de coördinatie, begeleiding en evaluatie van geïntegreerde sociale plannen in overleg met het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, hierna "DGPL" genoemd, dat instaat voor hun administratieve en financiële opvolging.

**Art. 8.** De uitgaven waarvoor de subsidie wordt verleend, zijn rechtstreekse kosten voor acties die in de gemeenten worden gevoerd van 1 januari tot 31 december van het lopende jaar.

De in aanmerking genomen investerings- en infrastructuurkosten moeten betrekking hebben op restauratie- en inrichtingswerken uitgevoerd in lokalen die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden in het kader van het geïntegreerd sociaal plan.

De subsidie komt de gemeente definitief toe na goedkeuring door de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden van de definitief vastgelegde rekeningen.

**Art. 9.** Vijftig procent van het subsidiebedrag wordt aan de gemeente gestort bij de ondertekening van het ministerieel besluit waarbij de subsidie wordt verleend.

Er wordt opdracht gegeven tot betaling van het saldo aan de gemeente op grond van een aangifte van schuldvordering, vergezeld van alle bewijsstukken betreffende de toelaatbare uitgaven, zoals bepaald in artikel 8, en van het financieel verslag. Elke uitgave wordt gerechtvaardigd aan de hand van een factuur of een document opgemaakt en voor eensluidend verklaard door de gemeentelijke ontvanger.

De algemene documenten en de boekingsstukken die nodig zijn voor de controle op het gebruik van de subsidie, worden door de gemeente ter beschikking gesteld van het Gewest of van elke andere door hem gemachtigde persoon, alsmede van het Rekenhof.

Het niet-gerechtvaardigde subsidiegedeelte, opgenomen in de overeenkomstig de bepalingen van dit artikel vastgelegde rekeningen, wordt onmiddellijk terugbetaald aan het Gewest.

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

**Art. 11.** De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME



F. 99 — 2893

[C — 99/27664]

**10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux contrats de sécurité et de société**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 décembre 1998 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le visa de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les villes doivent percevoir au plus vite la subvention à laquelle elles peuvent prétendre en vertu des contrats de sécurité et de société, signés en 1999 avec le Gouvernement fédéral;

Considérant le budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1999 notamment l'allocation de base inscrite à l'article 43.09.02 de la division organique 14, du Titre I;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 fixant les modalités de répartition du crédit inscrit à l'allocation de base 43.09.02 de la Section 14 du Titre I du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1999;

Considérant que depuis 1992, le Gouvernement wallon concrétise sa volonté de lutte contre toutes les formes d'exclusions sociales en venant en aide aux villes et communes désireuses de mener une action visant à favoriser l'intégration sociale de leurs citoyens;

Considérant que dans ce cadre, le Gouvernement wallon soutient, depuis 1992, les contrats de sécurité des deux grandes villes et, depuis 1994, des six villes moyennes;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans la limite des crédits inscrits à l'article 43.09 du programme de la division organique 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1999 et suivantes, le Ministre des Affaires intérieures peut octroyer une subvention, à titre de participation de la Région wallonne, aux communes qui ont signé un contrat de sécurité et de société avec le Gouvernement fédéral.

**Art. 2.** La présente subvention porte sur la réalisation d'actions de prévention sociale menées dans le cadre des contrats de sécurité et de société et définies dans ceux-ci.

**Art. 3.** La Direction interdépartementale de l'Intégration sociale du Ministère de la Région wallonne, ci-après dénommée la DIIS, participe aux travaux du Conseil de prévention et fait rapport au Ministre ayant les Affaires intérieures dans ses attributions du suivi de ceux-ci.

**Art. 4.** Les dépenses admissibles au titre de la subvention sont constituées par les frais directement liés aux actions en cours dans les villes durant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année en cours.

Peuvent être pris en charge les frais de personnel concernant les agents engagés spécifiquement à la réalisation du projet.

Les frais d'investissement et d'infrastructures pris en compte doivent concerner des travaux de restauration et d'aménagement des locaux totalement ou partiellement affectés aux actions subventionnées.

**Art. 5.** Cinquante pour cent du montant de la subvention sont versés à la commune à la signature de l'arrêté ministériel octroyant la subvention.

Le solde de la subvention est ordonnancé au profit de la commune sur déclaration de créance accompagnée de la totalité des pièces justificatives des dépenses admissibles, ainsi que du rapport financier transmis à la Région avant le 31 mars de l'année suivante.

Toute dépense doit être justifiée par facture ou document établi et certifié conforme par le receveur communal.

La subvention est définitivement acquise à la ville après approbation par le Ministre des Affaires intérieures des comptes définitifs arrêtés avant le 30 juin de l'année suivante.

La commune met à la disposition de la Région ou de toute personne mandatée par elle, ainsi que de la Cour des comptes, les documents généraux et comptables nécessaires au contrôle de l'exécution de la subvention.

La partie non justifiée de la subvention, telle qu'elle apparaît dans les comptes arrêtés conformément aux dispositions du présent article, est remboursée à la Région avant le 31 octobre de l'année suivante.